POLICY BRIEF | PNUD Congo *- Avril 2022*

Effets socioéconomiques de la Crise en Ukraine en République du Congo

(Évaluation rapide)

INTRODUCTION

Alors que les gouvernements du monde s'emploient à se remettre graduellement des effets de la pandémie de la covid-19, la crise en Ukraine qui a débuté le 24 février 2022 vient imposer des défis supplémentaires aux économies africaines et aux efforts consentis par les pays à se relever de la crise sanitaire pour se remettre sur la trajectoire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

Dans un monde interconnecté et globalisé, la République du Congo, à l'instar des autres pays en développement, qui entretiennent des partenariats économiques, sécuritaires et diplomatiques avec le reste du monde y compris avec la Russie et l'Ukraine n'est pas épargnée des effets de ce conflit qui se livre au cœur de l'Europe.

La présente note ou Policy Brief sur l'effet de la crise Ukrainienne sur la République du Congo, basée sur une évaluation rapide, se concentre sur les effets potentiels sur les deux piliers des ODD : Prospérité et Population. La note est destinée à servir de contribution pouvant éclairer les pouvoirs publics de la république du Congo ainsi qu'à ses partenaires au développement sur les conséquences directes et indirectes que pourrait induire cette nouvelle crise et de permettre à informer l'adaptation de leurs mesures d'atténuation et leur plan de résilience en lien avec les besoins des populations vulnérables et de l'économie congolaise.

En particulier, il pourrait être important de faire le suivi de l'évolution des prix et du pouvoir d'achat des populations les plus vulnérables en assurant une gestion optimale de l'approvisionnement et de la production des produits de première nécessité, le suivi de leurs prix et de promouvoir, le cas échéant, des appuis ciblés.

Les effets économiques et sociaux de la crise en Ukraine affectent particulièrement la République du Congo par le biais de quatre canaux principaux : i) perturbation des échanges commerciaux, des prix internationaux et de la chaîne des approvisionnements, ii) augmentation du prix des produits pétroliers, des produits alimentaires et des autres matières premières, iii) hausse des recettes et des dépenses publiques, iv) baisse de la croissance mondiale et de la demande globale.

Les revenus agricoles et du tourisme ou l'accès aux marchés des capitaux pourraient également être affectés entre autres. L'analyse objet de cette note, se focalisera dans un premier temps sur les effets économiques, avant d'aborder les conséquences sociales. Des propositions d'options de mesures d'atténuation seront examinées dans la dernière section.

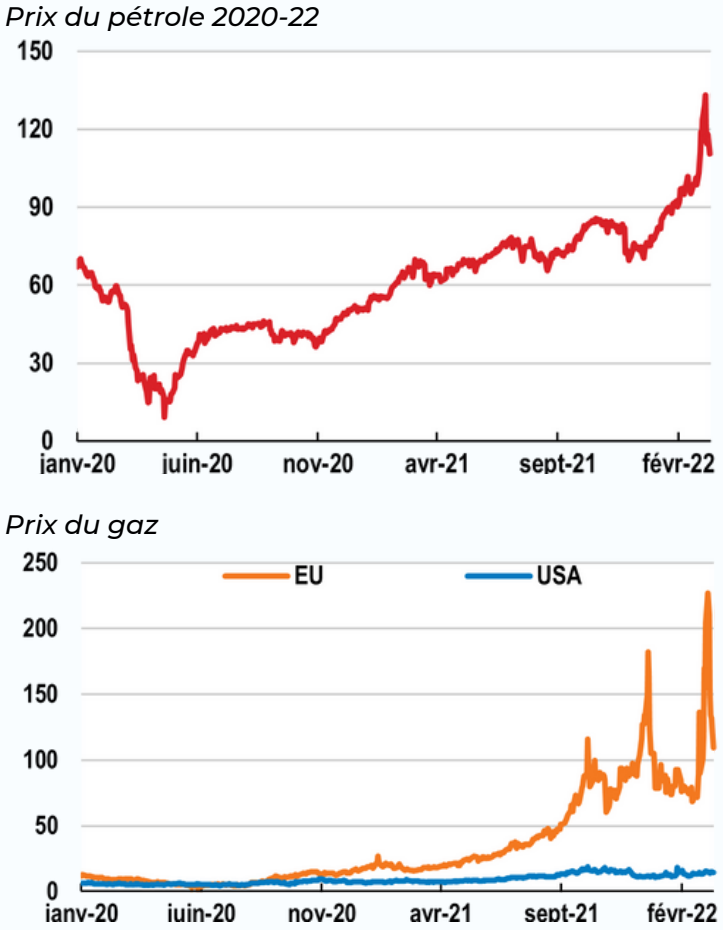
I- EFFETS ÉCONOMIQUES

1.1 Effet sur la croissance économique : *Une possible amélioration du taux de croissance en 2022*

Instabilité du commerce international, hausse des prix mondiaux des matières premières, du pétrole et évolution de la production nationale.

Alors que la Russie et l'Ukraine ne représentent qu'environ 2% du PIB et du commerce mondial, leur influence est prépondérante sur le marché de certaines matières premières. La Russie est le 2ème producteur de pétrole au niveau mondial et l'hésitation, voire le refus du fait des sanctions économiques de certains acheteurs et négociants de s'approvisionner en pétrole russe, serait alors source d'une pression sur le prix du baril. Les prix du pétrole et de gaz ont augmenté de manière drastique à partir du mois de février 2022 (*Graphique* 1).

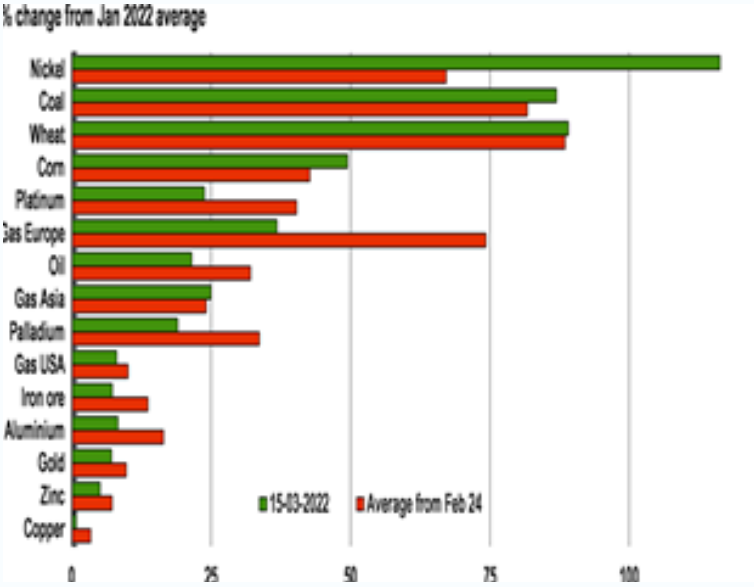
Graphique 1 – Augmentation des prix du pétrole et du gaz (EU, USA)



Sources : OCDE, *Avril* 2022

En outre, la Russie et l'Ukraine représentant conjointement 30% des exportations mondiales de blé, 20% pour le maïs, l'engrais chimique, le gaz naturel, l'instabilité des exportations de ces deux pays génère une inflation mondiale. Les deux pays exportent également différents métaux et minerais importants des chaînes de valeur mondiales comme le palladium, le nickel, le titan et ils disposent également des réserves importantes d'uranium. La Russie est également un important fournisseur de matières premières nécessaires à la production des engrais (13%) ; un gros exportateur d'engrais P et K (16%). Les prix de toutes ces matières premières ont fortement augmenté en mars 2022 (*voir Graphique* 2).

Graphique 2 - Hausse importante des prix des matières premières en mars 2022



Sources : OCDE, *Avril* 2022

Depuis le début du conflit, le prix du pétrole Brent a augmenté de manière très rapide, atteignant 128,8 dollars US le baril contre 80,09 en début janvier (soit une hausse de plus de 37%) en si peu de temps. Les pays producteurs de pétrole, tels que le Congo, devraient normalement bénéficier de cette dynamique de hausse.

Le secteur pétrolier est en effet capital dans la structure économique du Congo. Il représente plus de 65% du PIB nominal en 2021 (source : FMI). Selon les projections du Plan National de Développement (PND) 2022-2026, le Congo comptait sur une croissance du PIB de 2,5% en 2022, adossé sur un cours de baril du pétrole à 65,0 dollars US. Avec un cours moyen du baril qui pourrait dépasser 100 dollars US en 2022 sous l'effet du conflit russo-ukrainien, il pourrait être constaté une nette amélioration des perspectives de croissance.

Selon les dernières prévisions du FMI (avril 2022) pour le Congo, le taux de croissance projeté pour 2022 est relevé à 4,5%, avec la réévaluation attendue à la hausse du taux de croissance du PIB pétrolier qui devrait passer à 6% contre une prévision initiale de 1%. En outre, l'augmentation induite des recettes publiques et des dépenses publiques devrait renforcer cet effet positif en dynamisant le secteur non pétrolier. Cependant, cet impact positif potentiel sur le secteur non pétrolier pourrait être annulé, à cause de la hausse probable des coûts de production.

La hausse du prix des engrais affecterait par exemple négativement le secteur agricole. D'autre part, le Congo importe également des produits pétroliers raffinés et d'autres matières premières ou produits manufacturés qui rentrent dans les processus de production. L'inflation moyenne au niveau mondial sera source d'une facture plus importante pour les produits importés par le Congo, ce qui affectera négativement les coûts de production.

Selon les projections de l'OCDE (mars 2022), l'inflation mondiale devrait augmenter de plus de 2,5 points de pourcentage. En Afrique centrale, au cours de son comité monétaire du 28 février 2022, la BEAC a revu à la hausse le taux d'inflation de 2022 dans la sous-région, à 3,6% en 2022 contre 1,6% en 2021. En outre, la BEAC a relevé également les taux d'intérêt directeurs de 3,5% à 4%.

La hausse combinée des prix et des taux d'intérêt va surenchérir les coûts de production avec un effet potentiellement négatif sur la croissance du PIB hors pétrole.
Aussi, l'effet potentiellement positif des exportations qui représentent plus de 65% du PIB pourraient être atténué par l'effet négatif de la hausse des coûts de production pour le secteur hors pétrolier, mais dans une mesure moindre puisque les importations ne représentent que 27% du PIB.

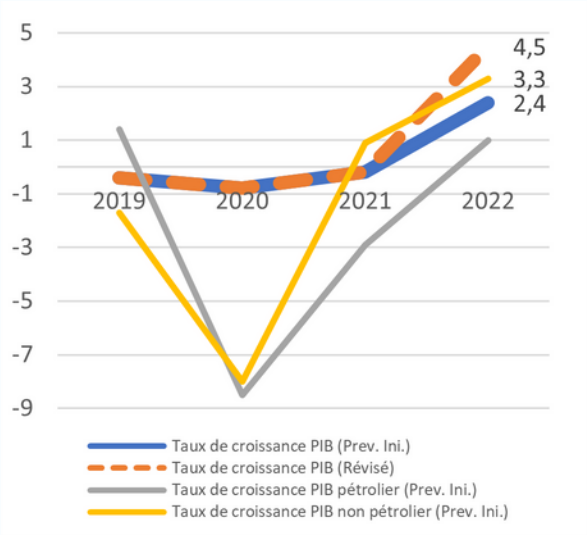
Effet potentiel sur la production agricole, un des piliers du PND 2022-2026. L'augmentation de la production agricole, est un des objectifs majeurs du PND 2022-2026 car ce secteur est fondamental pour le renforcement de la résilience du système alimentaire et une réduction de la dépendance de l'économie vis-à-vis des exportations de pétrole. La crise en Ukraine est susceptible de retarder les politiques de l'Etat en faveur de ce secteur.

L'agriculture est en effet identifiée comme un secteur moteur du PND car il permettrait de favoriser une croissance inclusive mais aussi de réduire la dépendance du Congo aux importations alimentaires. Le Congo est un pays à déficit alimentaire dont la production locale ne couvre que 30 % des besoins alimentaires nationaux, malgré une disponibilité importante de terres arables dont seulement 2% sont cultivées. Même si 35% de la population travaille dans l'agriculture, sa contribution au PIB reste minimale. L'insuffisance de la production agricole résulte entre autres, de la forte tendance à l'urbanisation du Congo (70% de la population vie dans les zones urbaines).

Cependant, la hausse en vigueur du prix des engrais risque de pénaliser la production du secteur agricole telle que projetée dans le PND 2022-2026, avec une contribution moyenne attendue d'environ 8% au PIB sur la période.

En outre, le risque d'une contrainte à l'accès au financement à cause de la politique de hausse des taux d'intérêt menée par les banques centrales pour juguler l'inflation pourrait constituer une contrainte majeure pour le Gouvernement qui tablait sur les investissements et le financement privés pour diversifier l'économie à travers l'agriculture.
En ce qui concerne l'effet net de la crise sur la croissance globale, compte tenu de la forte hausse des cours pétroliers et de la part importante du PIB pétrolier au Congo, le pays devrait plutôt observer une hausse de son PIB selon les prévisions du FMI (*Graphique 3*).

Graphique 3- Evolution et prévision des taux (%) de croissance du PIB global, pétrolier, et hors pétrole, pour la période2019-2022



Sources : FMI, Staff Reports, Congo

1. 2 Effet sur la balance commerciale et les échanges extérieurs: *une possible amélioration de la position extérieure du Congo.*

Statut des échanges du Congo avec la Russie et l'Ukraine et effet sur la chaine des approvisionnements au Congo.

Les exportations du Congo vers la Russie sont marginales. En 2021, selon les données de l'OMC, le Congo a exporté pour un total de 2,353 milliards de dollars US ; les exportations vers la Russie, n'ont représenté que 0, 003% du total des exportations. Cependant, la part des importations de la Russie est plus importante.

Les importations à partir de la Russie, s'élèvent à 104,4 millions de dollars US, représentant 4,4% des importations totales du Congo qui se sont élevées à 2,346 milliards de dollars US en 2021.
Le Congo importe surtout des céréales de la Russie, ces produits représentant plus de 44,4% des importations bilatérales avec ce pays. Les importations des équipements militaires et accessoires viennent en 2ème position avec 44,1%.

Les importations de l'Ukraine s'élèvent à 11 millions de dollars US en 2021, soit, 0,4% des importations totales du Congo. Elles sont constituées principalement de produits alimentaires, notamment, les viandes, abats (83%), lait et autres préparations alimentaires (10,9%). Le Congo dépend aussi de l'Ukraine pour les produits de la fonte, du fer et de l'acier qui représentent environ 1% des importations nationales.

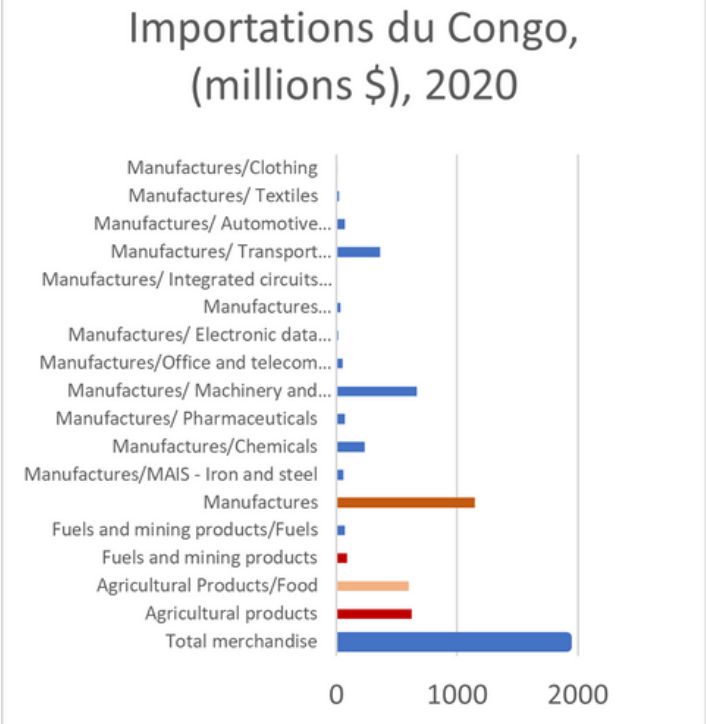
Dans un tel contexte, on peut considérer que la chaîne des approvisionnements à court terme, en direction du Congo sera perturbée, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires.

Les échanges extérieurs du Congo avec reste du monde vont également subir les effets de la crise car, la part des importations et exportations du Congo dans le PIB est importante et la hausse des prix va affecter le niveau et le coût des échanges.

Le Congo, en tant que pays pétrolier, exporte principalement le pétrole qui représente plus de 76,6% du total de ses exportations en 2020 (Source : FMI, janvier 2022). Les produits du bois et du charbon, représentent également une proportion non négligeable, soit, près de 7% des exportations.

Les importations du Congo à partir du reste du monde sont constituées principalement de produits manufacturés (60%), de produits alimentaires (31%) et de produits pétroliers raffinés et miniers (4,7%).

Graphique 4 – Structure des importations du Congo, 2020



Source : OMC

La hausse des prix du pétrole devrait renforcer la position extérieure du pays, malgré la hausse des prix des produits importés, l'importation représentant 41% de la valeur des exportations.

Le tourisme, un des principaux axes du PND pourrait être également affecté.
Alors que le Congo a fait du tourisme un pilier stratégique de son plan national de développement (PND) 2022-2026, celui-ci devant contribuer à 10% du PIB sur la même période, le conflit risque encore de retarder la reprise du secteur déjà fortement affecté par la crise liée à la pandémie de COVID-19. En ce qui concerne plus spécifiquement les touristes en provenance de la Russie et de l'Ukraine, selon l'annuaire statistique du tourisme et du loisir, ils représentent 2,2% du total des touristes européens avec plus de 1 140 des arrivées en 2018 au Congo.

Effet sur les marchés financiers internationaux et conséquences pour le financement du développement. La crise a déjà provoqué des perturbations sur les marchés financiers avec la hausse des taux d'intérêt décidée par plusieurs banques centrales dans l'objectif de contenir l'inflation.

En outre, avec une hausse de l'incertitude, cela pourrait affecter la mobilisation des ressources et l'afflux des investissements directs étrangers (IDE) qui se situaient à 27 millions de dollars US en 2020. Le renforcement des tensions sur les marchés financiers affecterait ainsi le financement du développement.

La crise pourrait également entraîner une réorientation potentielle de l'aide publique au développement (APD). La crise des réfugiés ukrainiens dans les pays européens et ailleurs, exige un engagement financier important de la part des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Certains donateurs ont déjà commencé à réduire leurs contributions à certains pays bénéficiaires.

1.3 L'effet de la crise sur les finances publiques : *une hausse des recettes publiques favorable aux dépenses sociales et à la réduction du déficit public*

Les recettes pétrolières ont représenté plus de 60% des recettes publiques domestiques ces dernières années (Source FMI, 2022). La hausse importante des prix pétroliers devrait entraîner une amélioration du solde primaire et apporter une plus grande marge de manœuvre à l'Etat pour le financement des investissements et des dépenses sociales favorables à la croissance. La marge financière devrait aussi permettre à l'Etat de prendre en charge les subventions potentielles qui pourraient être mises en place pour soulager les populations face à la hausse des prix. Cet effet positif sur les finances publiques pourrait être amoindri dans ce cas, mais aussi potentiellement à cause de la hausse de la charge de la dette induite par la hausse des taux d'intérêt.

Effet sur la dette. La dynamique inflationniste exacerbée par la crise en Ukraine et les effets potentiels induits sur les taux d'intérêt sont susceptibles d'accroître le poids de la dette et les risques de surendettement au Congo dont le niveau d'endettement s'est établi à 116,05% du PIB en 2021 contre 111,1% en 2020, selon le rapport de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA) 2021.

1.4 Effet sur l'inflation : *une possible accélération de l'inflation aux effets déstabilisateurs pour le PIB hors pétrole et le pouvoir d'achat des plus vulnérables*

La perturbation des approvisionnements en produits de base du fait de la crise et de la grande dépendance mondiale aux exportations agricoles et en matières premières en provenance d'Ukraine et de la Russie et la limitation des échanges dans le cadre des sanctions, entretiennent l'inflation mondiale qui peut se répercuter au niveau national à travers la hausse du coût des importations des matières premières, des produits alimentaires, des produits manufacturés ou à cause du dysfonctionnement des circuits d'approvisionnement .

Avant le début de la crise en Ukraine, des pressions inflationnistes étaient déjà constatées au Congo et pourrait être un levier supplémentaire pour l'inflation.

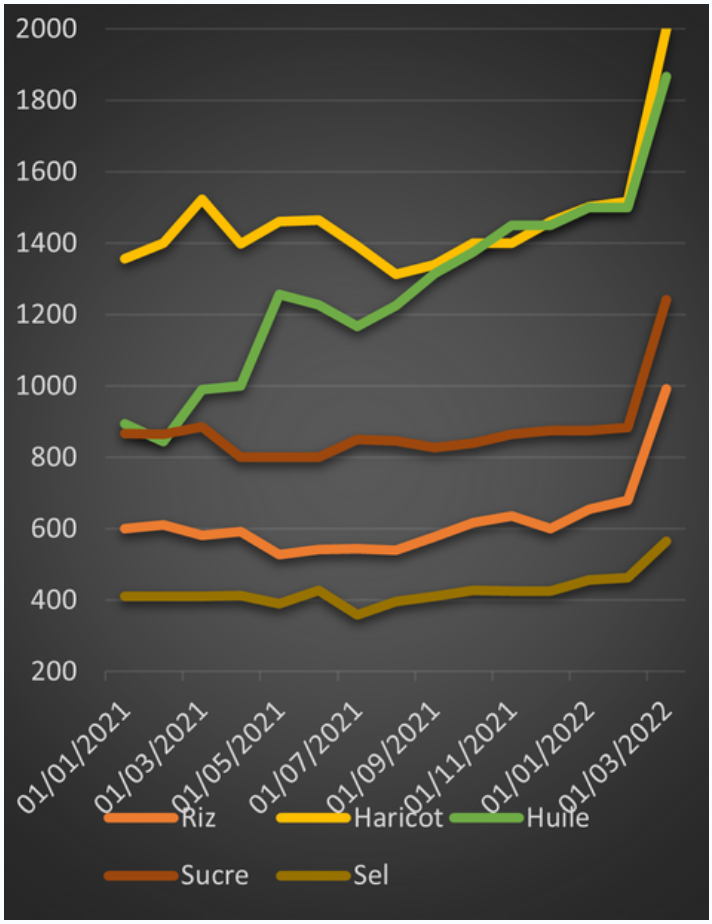
Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les tensions inflationnistes s'établissaient en moyenne à 1,9% en 2021 avec une projection de 2,8% à partir de 2022 selon le FMI (janvier 2022). La BEAC a déjà revu à la hausse le taux d'inflation pour 2022 à 3,6%, soit un taux supérieur au seuil de 3% préconisé dans les pays de la CEMAC.

Graphique 5 – Evolution du taux d'inflation, 2021

Source : Données INS

Selon les données sur les prix collectés par le PAM, la hausse des prix est déjà perceptible sur les marchés.

Graphique 6 : Hausse drastique des prix de quelques produits alimentaires essentiels dans la Likouala en mars 2022 (Bétou), (en FCFA)



Sources : Construite à partir de données du PAM, Avril 2022

Le Graphique 6, présente une hausse drastique des prix des produits alimentaires de première nécessité entre le mois de janvier et les mois de février/mars 2022 dans la localité de Bétou.

II-EFFETS SOCIAUX POTENTIELS

L'augmentation de l'inflation est susceptible de réduire drastiquement le pouvoir d'achat, la consommation, les revenus et l'épargne des ménages et d'augmenter les coûts de production des entreprises, réduisant la profitabilité, les investissements et la création d'emplois.

Alors que la hausse des cours du pétrole pourrait entraîner celle des revenus des travailleurs du secteur pétrolier, cet effet positif serait marginal compte tenu de la structure très intensive en capital de ce secteur et d'un nombre relativement plus réduit des travailleurs concernés.

Par ailleurs, le Congo exportant peu de produits alimentaires et manufacturés, la hausse des prix mondiaux impacterait faiblement les revenus dans ces secteurs.

Par contre, l'accélération de l'inflation va réduire significativement le pouvoir d'achat pour la majorité des Congolais qui travaillent dans le secteur hors pétrolier. La hausse des prix va aussi augmenter l'insécurité alimentaire, la pauvreté multidimensionnelle et le niveau des inégalités.

En effet, selon l'Institut National de la Statistique (INS) du Congo, les produits alimentaires et les boissons alcoolisées représentent 44% de l'indice global du niveau général des prix. Le transport vient en 2ème position, avec 10,1%. Or, c'est dans ces secteurs que les prix mondiaux ont le plus augmenté. Aussi, les populations les plus pauvres et les plus vulnérables pour lesquelles l'alimentation est le premier poste de dépenses seront encore plus appauvries.

Estimé à 52,5% en 2020 selon la Banque mondiale (source PND 2022-2026), le taux de pauvreté est déjà très élevé au Congo. En outre, le Congo est aussi un pays très inégalitaire, avec 10% des plus riches de la population détenant plus de 37,9% du revenu national ; le coefficient de Gini ajusté pour les plus hauts revenus est élevé (0,52). En ce qui concerne l'insécurité alimentaire, la prévalence de la sous-alimentation concerne plus de 40,3% de la population.

La baisse de pouvoir d'achat des familles est susceptible également de réduire les dépenses en faveur de l'éducation et de la santé et d'affecter négativement les indicateurs de ces secteurs qui sont déjà à des niveaux très faibles. Le taux d'achèvement du primaire est de 71,6% alors que le taux de mortalité infantile s'établit à 34,9‰.

La baisse du pouvoir d'achat et la hausse de l'insécurité alimentaire sont en outre susceptibles de provoquer une instabilité sociale, mais aussi un recours plus important à des stratégies de résilience dommageables à l'environnement, comme l'usage plus important des énergies issues du bois.

III- OPTIONS DE MESURES DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Cette crise qui affecte principalement le niveau des prix des matières premières et des produits de première nécessité, risque d'avoir une répercussion négative importante à court terme sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

A court terme, le Gouvernement et les acteurs de développement pourraient renforcer les programmes d'assistance financière (cash transfers, cash for work, etc.) en faveur des populations vulnérables cibles (femmes, jeunes, personnes âgées, personnes vivant avec handicap, etc.).

Le Gouvernement pourrait également procéder au **soutien et à la surveillance des prix** des produits de première nécessité ou à des **suspensions provisoires de TVA ou d'autres taxes**.

A moyen terme, au plan économique, la mise en œuvre du PND doit être dynamisée dans les domaines de l'**accélération de la transformation structurelle**, notamment, les investissements dans la **productivité agricole** et sa modernisation, la production des engrais au niveau local, la transformation de produits alimentaires pour permettre de **renforcer la sécurité alimentaire et la résilience économique et sociale et afin de rendre le pays moins dépendant** par rapport à l'importations des produits alimentaires de première nécessité.

Opportunités pour booster la croissance à moyen et long terme au Congo. Cette crise offre également une opportunité pour renforcer la croissance à moyen et long terme pour le Congo qui est un producteur de pétrole, de gaz, et de produits agricoles et alimentaires si les ressources dégagées grâce à la hausse des prix du pétrole permettent d'enclencher le financement des investissements dans les secteurs de priorités du PND.
En effet, les pays africains producteurs de pétrole et de gaz peuvent bénéficier d'une demande accrue au moment où les pays européens initient des stratégies de réduction progressive de leur dépendance au gaz russe.

Dans ce domaine, le Congo regorge d'énormes ressources naturelles, avec 34 milliards de mètres cubes de réserves prouvées de gaz et 7,6 milliards de tonnes de réserves prouvées et estimées de pétrole.

Pour tirer pleinement profit de ces opportunités et se positionner à l'échelle internationale, le Congo devrait réaliser des investissements d'envergure pour accroitre ses capacités de production de gaz à travers notamment :

- l'extension de la centrale à gaz de Pointe-Noire ;
- la construction de la centrale électrique à gaz ;
- la construction d'une unité d'extraction des Gaz Naturel Liquéfié (GNL).

Par ailleurs, la **hausse des prix des produits agricoles**, notamment alimentaires peuvent favoriser les **investissements dans la production agricole** en rendant les produits locaux plus accessibles et plus compétitifs.

Des efforts en matière d'**opérationnalisation de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf)** pourraient également promouvoir l'élargissement du marché et la hausse des revenus.

Au plan social, à moyen terme, il serait essentiel de renforcer la **résilience** des communautés par la promotion des **systèmes de protection sociale** durable ainsi que l'accès aux **services financiers** susceptibles d'accompagner les petits producteurs et les ménages pour améliorer leur productivité et assurer la stabilisation de leurs revenus.

Au plan environnemental et de la lutte contre les changements climatiques, il s'agirait de renforcer les initiatives et efforts de **transition énergétique** et d'accès à l'énergie à faible coût par la promotion des **énergies renouvelables** (hydroélectricité, solaire, etc...).

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à :

Ginette Mondongou Camara : *ginette.mondongou-camara@undp.org*
Val Man Lecka : *val-man.lecka@undp.org*

RÉFÉRENCES

IMF, Country Report No. 22/49, Republic of Congo – Request for a Three-Year Arrangement Under The Extended Credit Facility; *Staff Report*, *February* 2022

Institut National de la Statistique, Evolution de l'inflation

OCDE (2022), Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, mars 2022 : Guerre en Ukraine : Conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques, *Éditions* OCDE, Paris, *https://doi.org/10.1787/f111a540-fr.*

République du Congo, Plan National de Développement, PND2022-2026

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Bureau du Congo

Avenue Cardinal Emile
Biayenda/Behagle
B.P. 465, Centre-Ville Brazzaville
République du Congo

registry.cg@undp.org

PNUDRepduCongo

@PNUDRepduCongo

www.cg.undp.org